

6 Suisse

L'Eglise réformée fait aussi son introspection

ABUS SEXUELS En amont de la publication d'une enquête de l'Eglise protestante allemande sur des cas de sévices en son sein, le monde protestant suisse réunit les représentants des différentes Eglises cantonales en groupe de travail

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUCAS VUILLEUMIER (PROTESTINFO)

Au tour des protestants d'ouvrir leurs archives. Après les révélations au sujet de l'Eglise catholique suisse, l'Eglise protestante d'Allemagne (EKD) s'appête à publier les résultats d'une enquête la concernant. Le 25 janvier, cette dernière sera divulguée dans un contexte tendu, après la démission en novembre de la présidente de l'EKD, la pasteur Annette Kurschus, soupçonnée d'avoir couvert les abus d'un collègue dans les années 1990.

En amont de ces révélations, l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) forme une *task force* ce vendredi 12 janvier. Au programme: des échanges autour du lancement potentiel d'une enquête similaire à l'échelon national, des consignes en matière de communication mais aussi un renforcement des procédures de dénonciation au sein des Eglises cantonales. Interview avec la pasteur Rita Famos, présidente de l'EERS.

Plusieurs médias romands ont affirmé que l'EERS était déjà en train d'enquêter sur les potentiels abus perpétrés en son sein. Est-ce le cas? Non, l'EERS n'est pas en train d'enquêter. Nous sommes en train de voir si et comment il est possible, au sein de notre organisation fédéraliste, d'élaborer un état des lieux solides avec nos Eglises membres.

INTERVIEW

Ne serait-ce pas une bonne chose que des chercheurs externes mènent l'enquête? Oui. En règle générale, ces études sont confiées à l'extérieur, et cela serait la meilleure solution pour notre Eglise. Non seulement car l'accès aux archives n'est pas aisé dans le monde réformé, ces dernières n'étant pas centralisées, mais également pour garantir l'indépendance de l'étude.

Dans quel but organiser une task force suisse, avant la publication des résultats de l'EKD sur ses affaires internes d'abus sexuels? Par cette rencontre, l'EERS souhaite informer les Eglises membres sur la conception de l'étude de l'EKD et mettre en évidence les différences par

rapport à d'autres études. Afin de pouvoir comparer et tirer des conclusions pour nous et nos Eglises membres, il est important de connaître les différences entre les approches de l'étude de l'EKD, l'étude pilote de l'Université de Zurich pour l'Eglise catholique romaine en Suisse, l'étude sur l'Eglise catholique française par une commission indépendante (CIASE) ou l'étude de la Fédération protestante de France (FPF), intitulée «Les violences sexuelles et spirituelles dans le protestantisme». C'est dans ce contexte que nous discuterons de questions spécifiques et que nous nous accorderons sur la suite à donner.

Avez-vous donc déjà des informations sur les résultats de l'enquête

allemande? Non, nous ne connaissons que la conception et le dispositif de l'étude sur les abus de l'EKD. Elle se compose de six sous-projets thématiques qui visent à une analyse globale des structures protestantes et des conditions systémiques qui favorisent la violence sexuelle et l'abus de pouvoir. Parmi ces sous-projets, les aspects suivants sont notamment traités: les spécificités protestantes susceptibles de faciliter les abus et les facteurs organisationnels et systémiques les favorisant ou les empêchant.

Ces résultats pourront-ils être extrapolés à la situation réformée en Suisse ou les situations sont-elles incomparables? Pour l'instant, nous ne savons pas encore



«Sur les 25 Eglises membres, 19 disposent d'un concept de protection»

RITA FAMOS, PRÉSIDENTE DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE RÉFORMÉE DE SUISSE

dans quelle mesure les résultats de l'étude de l'EKD sur les abus peuvent être comparés à la situation en Suisse. Nous ne pourrions nous prononcer à ce sujet qu'après avoir pris connaissance de l'étude en détail. Une différence importante réside certainement dans les grandes œuvres diaconales, le service social de l'EKD. En font partie environ 30 000 offres d'institutions dans le domaine du travail social, de la santé et de l'aide à la jeunesse et à l'éducation. En Suisse, nous ne disposons pas d'institutions comparables dans les Eglises réformées. Nous espérons toutefois obtenir des impulsions utiles et complémentaires aux autres offres et domaines d'organisation de l'Eglise.

Dans une interview donnée à la SRF en décembre, vous avez dit que 15% des Eglises réformées de Suisse n'étaient pas encore dotées d'un dispositif contre le harcèlement et les abus sexuels. Le seront-elles bientôt? Sur les 25 Eglises membres, 19 disposent actuellement d'un concept de protection. Les six autres sont sur le point d'en être dotées. L'EERS s'attend à ce que toutes les Eglises membres disposent d'un concept de protection d'ici à fin 2024. Comme toutes les Eglises grandes et moyennes ont déjà établi un tel dispositif, environ 95% des réformés de Suisse se trouvent donc actuellement dans des Eglises où des concepts de protection sont en vigueur. ■

SIGNALEMENT

«L'accès aux informations est primordial»

Du côté de la Suisse romande, seule l'Eglise réformée évangélique du Valais (EREV) ne dispose pas encore d'un concept de protection contre le harcèlement et les abus sexuels. «Dans notre Eglise, qui est très petite et où tout le monde se connaît, il nous semble qu'un système de signalement peut suffire. Nous travaillons pour en mettre un en place très prochainement», informe le pasteur Gilles Cavin, son vice-président.

En matière de protection des personnes, il s'agit de distinguer deux plans d'intervention. A savoir à l'interne (formations de prévention ad hoc, protocole d'intervention, impératifs RH dont l'exigence du fameux casier judiciaire

pour tout employé, etc.), mais aussi à l'externe pour le recueillement des signalements par un organe indépendant.

Actuellement, l'ensemble de ces dispositifs cantonaux spécifiques est facilement accessible sur le site internet des Eglises réformées romandes, à l'exception de l'Eglise protestante de Genève (EPG). «La procédure de signalement n'est actuellement pas disponible sur notre site internet», confirme Flore Brannon, sa chargée de communication. «L'ensemble des ministres est formé à la procédure. Toute personne peut faire un signalement soit aux ministres et personnes formées ou à un membre de la gouvernance. Elle sera

immédiatement orientée vers un prestataire de service externe.»

Pour l'ancienne présidente de l'Eglise évangélique réformée vaudoise (EERV) Marie-Claude Ischer, la question de «l'accessibilité de ces informations est primordiale».

Dans le sillage de l'affaire Locher – le président de l'EERS accusé au printemps 2020 «d'atteinte à l'intégrité sexuelle, spirituelle et psychologique» sur une employée –, la Vaudoise avait dirigé la Commission d'enquête interne, qui avait également débouché sur l'établissement de «Directives relatives à la protection de l'intégrité personnelle au sein de l'EERS». ■ ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

La troisième voie Genève-Nyon finira dans les urnes

TRANSPORTS Un référendum a été déposé hier contre le projet du Conseil fédéral d'élargir six tronçons d'autoroute, dont un sur l'Arc lémanique. Mesures indispensables pour réduire les embouteillages ou aberration écologique, la population sera appelée à trancher avant la fin de l'année

YAN PAUCHARD
X @yanpauchard

Le sort de l'élargissement de l'autoroute A1 entre Genève et Nyon se jouera finalement dans les urnes. Et la bataille s'annonce féroce. Une alliance réunissant une trentaine d'organisations, emmenée par l'ATE (Association Transports et Environnement) et actif-traffic, a déposé ce jeudi matin à Berne son référendum intitulé «contre la folie autoroutière» et muni de plus de 100 000 signatures. Alors que 50 000 sont nécessaires, 66 450 parafes ont d'ores et déjà été authentifiés. C'est un «résultat remarquable», autant qu'un signal clair aux yeux du président de l'ATE, Ruedi Blumer. La population suisse sera donc appelée à se prononcer rapidement, normalement cet été ou en automne.

Concrètement, le référendum s'oppose à la proposition du gouvernement, validée par les Chambres fédérales l'année dernière, d'investir 5,3 milliards de francs dans un total de six projets d'extension autoroutière, notamment à Berne et dans la région bâloise. Parmi eux, un seul se situe en Suisse romande. Budgété à plus de 900 millions de francs, il prévoit le passage de quatre à six voies sur 19 kilomètres d'autoroute, entre l'échangeur du Vengeron et la jonction de Nyon. Le tronçon est l'un des points critiques de l'axe autoroutier Lausanne-Genève. Selon la planification, les travaux devraient débuter en 2033 pour une mise en service complète en 2041.



Des membres du comité référendaire au moment du dépôt des signatures à la Chancellerie fédérale. (BERNE, 11 JANVIER 2024/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

Pour la gauche, le projet est tout simplement «un contresens total». «Chaque nouvelle construction de route crée un appel d'air et amène une augmentation de trafic, réagit la conseillère nationale écologiste genevoise Delphine Klopfenstein Broggin. Elargir les autoroutes est exactement l'inverse de ce que nous devons faire dans une période où nous peinons à réduire les émissions de CO₂ et où il est urgent de réfléchir à

une mobilité plus durable.» Le propos est appuyé par sa collègue de la Commission des transports du National, Brenda Tuosto (VD/PS). «La Confédération disperse les fonds dans la construction de nouvelles routes alors qu'il faudrait prioriser les investissements dans le rail, domaine où la Suisse occidentale reste prétéritée», plaide la socialiste d'Yverdon, rappelant notamment les retards dans la rénovation de la gare

de Lausanne ou la dégradation de l'offre ferroviaire sur l'Arc jurassien.

Hier à Berne, les organisations environnementales ont promis de «s'engager avec force et dans la rue» contre ces «monstres projets autoroutiers», et la campagne s'annonce d'ores et déjà animée. Dans un communiqué envoyé dans la foulée, le Touring Club Suisse (TCS) a rappelé la situation critique des autoroutes, où le nombre d'heures d'embou-

teillage a doublé en dix ans. Pour l'association, «ces élargissements ciblés à des endroits névralgiques sont indispensables». Sans eux, «le blocage de la mobilité» est programmé.

Sur l'Arc lémanique, certains sont déjà prêts à s'engager dans la campagne en faveur de ces crédits, à l'image du Centre patronal vaudois, qui milite de longue date pour un élargissement de l'autoroute entre Lausanne et Genève. «Aucun investissement d'envergure n'a été réalisé sur cet axe qui date de 1964, s'insurge son directeur Christophe Reymond. Il ne correspond plus à la démographie actuelle et aux besoins de mobilité. On ne peut plus demander à la population de subir des infrastructures complètement dépassées.» Dénonçant «une lubie des écologistes qui pensent pouvoir éradiquer la voiture», il appelle à développer conjointement rail et route, plutôt que de les opposer.

«Le trafic se reporte sur les routes secondaires»

Une campagne clivante, c'est ce que redoute Marianne Maret (Centre/VS), présidente de la commission des transports du Conseil des Etats. «On risque de se retrouver à nouveau avec un débat où on opposera les urbains aux habitants des campagnes, c'est dommageable pour l'unité du pays», regrette la Bas-Vallaisanne.

Si elle ne conteste pas un possible effet d'appel d'air avec l'extension des autoroutes, qui «demeure difficilement quantifiable», la sénatrice se veut néanmoins pragmatique. «Les embouteillages ne cessent d'augmenter, à tel point qu'une partie du trafic se reporte sur les routes secondaires, engorgeant des localités et faisant vivre un cauchemar à leurs habitants, analyse Marianne Maret. Il nous faut trouver des solutions, car une partie de la population aura toujours besoin de se déplacer en voiture.» La campagne ne fait que commencer. ■